

District de: Québec
No division : 18 -TERREBONNE
No Cour : 700-11-022757-258
No dossier : 41-3250088

COUR SUPÉRIEURE
« En matière de faillite et d'insolvabilité »

Avis informant les créanciers de la faillite
suite au rejet de la proposition par les créanciers

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE

9189-0558 QUÉBEC INC.

Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires situé au 201-1060,
rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous les noms de «EDF Plus
Équipement», «EDF Plus», «Équipements Liftrac», «Groupe EDF», «Location EDF», «Location
Liftrac», «Mécanique EDF» et «Réparations Liftrac»

AVIS EST DONNÉ DE CE QUI SUIT :

1. **9189-0558 QUÉBEC INC.** est réputée avoir fait cession de ses biens le 21^e jour de novembre 2025, suite au rejet de sa proposition concordataire par ses créanciers, et le soussigné, MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC., a été nommé syndic de l'actif de la faillite. La première assemblée des créanciers de la faillite s'est tenue immédiatement après celle statuant sur la proposition, soit le 21^e jour de novembre 2025.
2. Sont joints au présent avis un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration et une liste des créanciers dont les réclamations se chiffrent à 25 \$ ou plus ainsi que le montant de leurs réclamations.
3. Les créanciers doivent prouver leurs réclamations à l'égard de l'actif de la faillite pour avoir droit de partage dans la distribution des montants réalisés provenant de l'actif. Veuillez noter que si vous aviez déjà produit votre réclamation dans la proposition et que le montant de celle-ci demeure le même, vous n'avez pas à en produire une nouvelle.

Daté de Montréal, ce 26^e jour de novembre 2025.

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC.

District de: Québec
No division: 18 - TERREBONNE
No Cour: 700-11-022757-258
No dossier: 41-3250088

Mallette Syndics et gestionnaires inc.
2600-500 Place d'Armes
Montréal QC H2Y 2W2

Téléphone : 514 395-0793
Télécopie : 418 681-1707
info.syndics@mallette.ca
lltt.ca

FORMULAIRE 38 Rapport du syndic sur le refus des créanciers d'accepter une proposition (alinéa 57(b) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
9189-0558 QUÉBEC INC.
Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires
situé au
201-1060, rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous
les noms de
«EDF Plus Équipement», «EDF Plus», «Equipements Liftrac», «Groupe EDF»,
«Location EDF», «Location Liftrac», «Mécanique EDF» et «Réparations Liftrac»

Nous, MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC., syndic agissant relativement à la
proposition de 9189-0558 QUÉBEC INC., faisons rapport au séquestre officiel de ce qui suit:

1. 9189-0558 QUÉBEC INC. a déposé une proposition auprès de nous le 6 octobre 2025.
2. À l'assemblée des créanciers tenue le 21 novembre 2025 et présidée par Sylvain Lapointe,
les créanciers ont refusé d'accepter la proposition.

Daté le 21 novembre 2025, à Montréal en la province de Québec.

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC. - Syndic autorisé en insolvabilité
Par:

Sylvain Lapointe

Sylvain Lapointe (21 nov. 2025 13:09:12 EST)

Sylvain Lapointe, CPA, CIRP, SAI / LIT - Syndic autorisé en insolvabilité
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4
Téléphone: (418) 653-4431
Télécopieur: (418) 681-1707



Industrie Canada
Bureau du surintendant
des faillites Canada

Industry Canada
Office of the Superintendent
of Bankruptcy Canada

District de : Québec
N° de division : 18 - Terrebonne
N° de cour : 700-11-022757-258
N° de dossier : 41-3250088

Dans l'affaire de la faillite de :

9189-0558 QUÉBEC INC.

Débiteur

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC.

Syndic autorisé en insolvabilité

Administration Ordinaire

Date de faillite : 06 octobre 2025 Garantie : 0.00\$

Assemblée des créanciers :

Président : Personne désignée : Martin Fullum

CERTIFICAT DE CESSION - Alinéa 57 b.1) de la Loi

Je soussigné, séquestre officiel pour ce district de faillite, certifie par les présentes que :

- une proposition à l'égard du débiteur susmentionné a été déposée en vertu de l'article 62 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*;
- lors de l'assemblée convoquée pour étudier la proposition, les créanciers ont refusé d'accepter la proposition et le débiteur est donc réputé avoir fait dès lors une cession.

Ledit syndic susmentionné doit :

- me fournir sans délai une garantie au montant susmentionné;
- envoyer à tous les créanciers, dans les cinq jours qui suivent la date de sa nomination, un avis de la faillite; et
- le cas échéant, convoquer de la manière prescrite une première assemblée des créanciers, qui aura lieu immédiatement après l'assemblée tenue pour l'examen de la proposition, ou à la date et à l'endroit susmentionnés, ou à telle autre date et tel autre endroit, selon ce que pourra plus tard demander le séquestre officiel.

Date : 21 novembre 2025

E-File/Dépôt Electronique

Séquestre officiel

Sun Life Building, 1155 Metcalfe Street, Suite 950, Montréal, Québec, Canada, H3B 2V6, (877)376-9902

Canada

District de: Québec
 No division: 18 - TERREBONNE
 No cour: 700-11-022757-258
 No dossier: 41-3250088

FORMULAIRE 31

Preuve de réclamation

(articles 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1)
 et alinéas 51(1)e) et 66.14b de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de
 9189-0558 QUÉBEC INC.

Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires situé au
 201-1060, rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous les noms de
 «EDF Plus Équipement», «EDF Plus», «Équipements Liftrac», «Groupe EDF», «Location EDF», «Location Liftrac», «Mécanique EDF» et
 «Réparations Liftrac»

Le créancier préfère recevoir tout avis et correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse *et/ou* numéro de télécopieur *et/ou*
 adresse électronique suivant(e) (une adresse postale doit être inscrite dans tous les cas) :

Adresse postale: _____
 Télécopieur: _____
 Adresse électronique: _____
 Nom ou poste de la personne contact: _____
 Numéro de téléphone de la personne contact: _____

Dans l'affaire de la faillite de 9189-0558 QUÉBEC INC. de Terrebonne en la province de Québec et de la réclamation de
 _____, créancier.

Je, _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier) de la ville de _____ de la province
 de _____, certifie ce qui suit :

1. Je suis le créancier du failli susnommé (ou Je suis _____ [préciser le poste ou la fonction] de
 _____ [nom du créancier ou de son représentant] et que je suis autorisé à représenter et [si le créancier est une personne
 morale] que j'ai le pouvoir de lier le créancier du débiteur susnommé).

2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.

3. Le failli était, à la date de la faillite, soit le 21 novembre 2025, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de
 _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du
 montant de toute créance compensatoire à laquelle le failli a droit. Toute créance en devises étrangères a été convertie en monnaie
 canadienne au taux en vigueur à la date de la faillite.

(L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)

4. Au meilleur de ma connaissance, cette dette n'est pas (ou cette dette est *ou* une partie de cette dette est) éteinte par prescription en
 vertu de la loi qui lui est applicable.

5. Paiement au créancier par le débiteur pour cette créance est recevable (ou le débiteur est endemeur) depuis le _____ jour de
 _____ et le plus récent paiement au créancier par le débiteur pour cette créance, si quelque paiement a été effectué, a été
 fait le _____ jour de _____ *et/ou* que la plus récente renonciation au bénéfice de la prescription ou du temps écoulé a été
 faite le _____ jour de _____ dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris de son historique, de toute renonciation ou de toute action en justice y étant reliée).

6. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises).

A. Réclamation non garantie au montant de _____ \$

(autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du failli à titre de garantie et :
 (Cochez ce qui s'applique.)

pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.

District de: Québec
No division: 18 - TERREBONNE
No cour: 700-11-022757-258
No dossier: 41-3250088

FORMULAIRE 31 --- Suite

Dans l'affaire de la faillite de
9189-0558 QUÉBEC INC.

Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires situé au
201-1060, rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous les noms de
«EDF Plus Équipement», «EDF Plus», «Équipements Liftrac», «Groupe EDF», «Location EDF», «Location Liftrac», «Mécanique EDF» et
«Réparations Liftrac»

- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d) de la Loi (complétez le paragraphe 6. E. ci-dessous.)
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.01) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.02) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)d.1) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)e) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)f) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)g) de la Loi.
- pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'alinéa 136(1)i) de la Loi.

(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire).

- B. Réclamation du locateur suite à la résiliation d'un bail, au montant de _____ \$**

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

- C. Réclamation garantie au montant de _____ \$**

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du failli à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à
_____ \$ et dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexe une copie des documents relatifs à la garantie).

Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

- D. Réclamation d'un agriculteur, d'un pêcheur ou d'un aquiculteur au montant de _____ \$**

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison).

- E. Réclamation d'un salarié au montant de _____ \$**

- J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$

- J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____ \$

- F. Réclamation d'un régime de pension pour sommes qui n'ont pas été versées au montant de _____ \$**

- J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____ \$

- J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____ \$

- G. Réclamation contre les administrateurs au montant de _____ \$**

(À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)
J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

- H. Réclamation d'un client d'un courtier en valeurs mobilières failli au montant de _____ \$**

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont

District de: Québec
No division: 18 - TERREBONNE
No cour: 700-11-022757-258
No dossier: 41-3250088

FORMULAIRE 31 --- Fin

Dans l'affaire de la faillite de
9189-0558 QUÉBEC INC.

Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires situé au
201-1060, rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous les noms de
«EDF Plus Équipement», «EDF Plus», «Équipements Liftrac», «Groupe EDF», «Location EDF», «Location Liftrac», «Mécanique EDF» et
«Réparations Liftrac»

mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant).

7. Au meilleur de ma connaissance, je _____(suis/ne suis pas)(ou le créancier susnommé _____(est/n'est pas)) lié au failli selon l'article 4 de la Loi, et (j'ai/le créancier susnommé a/je n'ai pas/le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le failli.

8. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du failli et les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon l'article 2 de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le failli sont des << personnes liées >> au sens de l'article 4 de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie à l'article 2 de la Loi.

(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

9. (Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)

- Lorsque le syndic doit réexaminer la situation financière du failli pour déterminer si celui-ci est tenu de verser les paiements prévus à l'article 68 de la Loi, je demande que l'on m'avise, conformément au paragraphe 68(4) de la Loi, du nouveau montant que le failli est tenu de verser à l'actif de la faillite ou du fait que le failli n'a plus de revenu excédentaire.
- Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

Avertissement : Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

Daté le _____ jour de _____, à _____.

Signature du créancier ou de son représentant

District de: Québec
No division: 18 - TERREBONNE
No cour: 700-11-022757-258
No dossier: 41-3250088

FORMULAIRE 36
Formulaire de procuration
(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b
de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de
9189-0558 QUÉBEC INC.

Personne morale légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires situé au
201-1060, rue Armand-Bombardier à Terrebonne QC J6Y 1R9, aussi connue sous les noms de
«EDF Plus Équipement», «EDF Plus», «Équipements Liftrac», «Groupe EDF», «Location EDF», «Location
Liftrac», «Mécanique EDF» et «Réparations Liftrac»

Je, _____, de _____, créancier dans l'affaire susmentionnée,
nomme _____, de _____, mon
fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci
_____ (étant ou n'étant pas) habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place.

Daté le _____, à _____.

Témoin

Créancier (personne physique)

Créancier (personne morale)

Témoin

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

Retournez à :

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC. - Syndic autorisé en insolvabilité

200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4
Télécopieur: (418) 681-1707
Courriel: reclamations-syndic.quebec@mallette.ca

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC.
200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4
Phone: (418) 653-4431 Fax: (418) 681-1707
E-mail: reclamations-syndic.quebec@mallette.ca

District of: Quebec
Division No. 18 - TERREBONNE
Court No. 700-11-022757-258
Estate No. 41-3250088

FORM 31
Proof of Claim
(Sections 50.1, 81.5, 81.6, subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8),
102(2), 124(2), 128(1), and paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
9189-0558 QUÉBEC INC.
of the city of Terrebonne
in the Province of Québec

The creditor's preference is to receive all notices and correspondence regarding this claim at the following address and/or facsimile number and/or email address (a mailing address must be provided in all cases):

Address: _____
Facsimile: _____
Email: _____
Contact person name or position: _____
Telephone number for contact person: _____

In the matter of the bankruptcy of 9189-0558 QUÉBEC INC. of the of Terrebonne in the Province of Quebec and the claim of _____, creditor.

I, _____ (name of creditor or representative of the creditor), of _____ (city and province), do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above named debtor (or that I am _____ (state position or title) of _____, (name of creditor or representative of the creditor) and that I am authorized to represent and (if the creditor is a corporation) that I have authority to bind the creditor of the above-named debtor).

2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.

3. That the debtor was, at the date of bankruptcy, namely the 21st day of November 2025, and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ _____, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked Schedule "A", after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. Any debt payable in a currency other than Canadian currency was converted to Canadian currency as of the date of bankruptcy.

(The attached statement of account or affidavit must specify the supporting documents or other evidence in support of the claim)

4. That, to the best of my knowledge, this debt has never been (or this debt has been or part of this debt has been) statute-barred as determined under the relevant legislation.

5. That payment for this debt by the debtor to the creditor has been due (or has been in default) since the _____ day of _____, and that the last payment, if any, on this debt by the debtor to the creditor was made on the _____ day of _____, and/or that the last acknowledgement, if any, of liability for this debt by the debtor to the creditor was made on the _____ day of _____, as follows:

(Give full particulars of the claim, including its history, any acknowledgement or legal action)

6. (Check and complete appropriate category)

A. Unsecured claim of \$_____

(Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and:

(Check appropriate description)

Regarding the amount of \$_____, I do not claim a right to a priority.

Regarding the amount of \$_____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d) of the Act (Complete paragraph 6E below.)

District of Quebec
Division No. 18 - TERREBONNE
Court No. 700-11-022757-258
Estate No. 41-3250088

FORM 31 --- Continued

In the Matter of the Bankruptcy of
9189-0558 QUÉBEC INC.
of the city of Terrebonne
in the Province of Québec

- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.01) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.02) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(d.1) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(e) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(f) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(g) of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under paragraph 136(1)(i) of the Act.

(Set out on an attached sheet details to support priority claim)

B. Claim of Lessor for disclaimer of a lease of \$ _____

That I make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

C. Secured claim of \$ _____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ _____ as security, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security and attach a copy of the security documents.)

A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in the proof of security, by the secured creditor.

D. Claim by Farmer, Fisherman or Aquaculturist of \$ _____

That I make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ _____
(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts)

E. Claim by Wage Earner of \$ _____

- That I make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of \$ _____,
- That I make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of \$ _____,

F. Claim by Pension Plan for unpaid amount of \$ _____

- That I make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of \$ _____,
- That I make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of \$ _____,

G. Claim against Director of \$ _____

(To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors)

That I make a claim under subsection 50(13) of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

H. Claim of a Customer of a Bankrupt Securities Firm of \$ _____

That I make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, the particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

District of Quebec
Division No. 18 - TERREBONNE
Court No. 700-11-022757-258
Estate No. 41-3250088

FORM 31 --- Concluded

In the Matter of the Bankruptcy of
9189-0558 QUÉBEC INC.
of the city of Terrebonne
in the Province of Québec

7. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.

8. That the following are the payments that I have received from the debtor, the credits that I have allowed to the debtor, and the transfers at undervalue within the meaning of section 2 of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of section 2 of the Act:

(Provide details of payments, credits and transfers at undervalue)

9. (Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual.)

- Whenever the trustee reviews the financial situation of a bankrupt to redetermine whether or not the bankrupt is required to make payments under section 68 of the Act, I request to be informed, pursuant to paragraph 68(4) of the Act, of the new fixed amount or of the fact that there is no longer surplus income.
- I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

Warning: Subsection 201(1) of the Act provides for the imposition of severe penalties in the event that a creditor or person claiming to be a creditor makes any false claim, proof, declaration or statement of account.

Dated at _____, this _____ day of _____.

Signature of creditor or representative

District of: Quebec
Division No. 18 - TERREBONNE
Court No. 700-11-022757-258
Estate No. 41-3250088

FORM 36
Proxy
(Subsection 102(2) and paragraphs 51(1)(e) and 66.15(3)(b) of the Act)

In the Matter of the Bankruptcy of
9189-0558 QUÉBEC INC.
of the city of Terrebonne
in the Province of Québec

I, _____, of _____, a creditor in the above matter, hereby
appoint _____, of _____, to be
my proxyholder in the above matter, except as to the receipt of dividends, _____ (with or without)
power to appoint another proxyholder in his or her place.

Dated at _____, this _____ day of _____, _____.

Witness

Individual Creditor

Witness

Name of Corporate Creditor

Per _____
Name and Title of Signing Officer

Return To:

MALLETTE SYNDICS ET GESTIONNAIRES INC. - Licensed Insolvency Trustee

200-3075 chemin des Quatre-Bourgeois
Québec QC G1W 5C4
Fax: (418) 681-1707
E-mail: reclamations-syndic.quebec@mallette.ca